# Elections Législatives de Mars 1978

**1re CIRCONSCRIPTION PERPIGNAN-CERET**



# Paul ALDUY

Candidat

de l'Union des Socialistes Démocratiques

et Républicains

Mes Chers concitoyens,

Il n'y a pratiquement rien de commun entre le Programme Commun de 1972, que la Fédération Socialiste des Pyrénées-Orientales comme celle de la Somme n'avait pas accepté, et le Programme Commun « bien » actualisé de Georges MARCHAIS

Ce programme Commun représente une dépense de 450 milliards de F. lourds soit 45 000 milliards, alors que le budget total de la Nation est seulement de 368 milliards de F. Cela équivaudrait à la chute libre du franc et à une hausse vertigineuse des prix.

Dès lors, les Socialistes démocratiques s'affirment ici, comme dans toute la France, résolus à rester fidèles à l'esprit de Jean JAURES et de Léon BLUM, tout en évitant la ruine de notre économie et sa collectivisation.

Je vous propose donc d'adopter les réformes suivantes :

**I - POUR LES JEUNES, L'EGALITE DES CHANCES AU DEPART DANS LA VIE :**

L'université de PERPIGNAN dont je viens d'obtenir la création sera un de ces moyens d'égalisation des chances, l'enseignement devant être continu et la recherche considérablement développée. Tout doit être mis en œuvre pour lutter contre le chômage et aider la jeunesse.

**II - LUTTE CONTRE LES INJUSTICES SOCIALES :**

— Le S.M.I.G. à 2 200 F ou même 2 400 F à condition qu'une refonte de la fiscalité et que la lutte contre la fraude fiscale apporte de nouvelles ressources pour éviter l'inflation.

— procéder à l'égalisation entre les salaires féminins et les salaires masculins. La femme au foyer devant à plus ou moins longue échéance obtenir le S.M.I.G. pour cesser d'être une « femme assistée ».

— pré-salaire pour les veuves pour une période de préparation à un nouvel emploi - abaissement de l'âge de la réversion.

— Amélioration des conditions de travail.

— Dans la mesure où l'état de l'économie nationale le permet, généraliser la cinquième semaine de congés payés.

— Retraite à la carte.

— revalorisation minimum vieillesse (80 % du S.M.I.G.)

— Allocation aux handicapés (allocation égale à 80 % du S.M.I.G.)

— Défense des droits des Anciens Combattants.

— Revalorisation des indemnités aux Français rapatriés et spoliés d'Outre-Mer qui n'ont eu satisfaction qu'en partie lors de la dernière législature.

— Respect des droits des Français de l'étranger.

**III - DEVELOPPEMENT DU LOGEMENT SOCIAL :**

— En augmentant le financement des prêts H.L.M. et en facilitant l'accession à la propriété grâce à l'aide à la personne.

— Refonte complète de l'urbanisme, les textes actuels aboutissant à la paralysie complète du bâtiment et des communes.

## IV - PROMOUVOIR L'AGRICULTURE ET LA VITICULTURE.

— Refonte des circuits de distribution pour revaloriser les revenus agricoles dans la viticulture comme dans l'agriculture en général.

— Réorganisation de l'Office du vin pour permettre une meilleure commercialisation.

— Renforcer l'industrie agro-alimentaire.

— Interdiction de l'entrée dans le Marché Commun de la GRECE, le PORTUGAL et l'ESPAGNE.

— Accroissement de l'aide à la montagne.

## V - PROMOUVOIR LE COMMERCE, L'ARTISANAT ET LA PECHE.

Par une meilleure protection sociale, une simplification de la fiscalité et du contrôle des prix, un élargissement du crédit permettant une relance réelle des petites et moyennes entreprises.

Par un soutien efficace du revenu des pêcheurs.

## VI - RENFORCEMENT DE L'INDUSTRIALISATION DANS NOTRE PAYS ET DU TOURISME :

L'aménagement du territoire tendant à donner aux entreprises du Roussillon et du Midi de la France des facilités beaucoup plus grandes qu'aujourd'hui et proportionnelles à l'éloignement de PARIS.

— Soutien par des prêts des entreprises en difficulté.

— Développement du tourisme par une extension et simplification des prêts hôteliers et le renforcement des moyens de propagande.

## VII - PLUS DE JUSTICE ET DE SIMPLIFICATION DANS LA FISCALITE :

— Changer les bases de la taxe professionnelle qui ne doit plus dépendre en particulier du nombre des salariés.

— Supprimer la T.V.A. sur les produits de première nécessité...

## VIII - RENDRE AUTONOMES LES COMMUNES ET LES DEPARTEMENTS :

La tutelle administrative devant s'exercer seulement à postériori.

## IX - CREER UNE REGION ROUSSILLON CATALOGNE FRANÇAISE :

Doté d'un statut analogue à celui de la Corse pour échapper aux pesanteurs du Gard et de l'Hérault et revaloriser la culture et la personnalité catalanes.

## X - REVALORISER LES INSTITUTIONS DE LA REPUBLIQUE :

Le Parlement doit devenir pleinement souverain tout en rendant à l'exécutif l'autorité qui lui manque très souvent.

## XI - ASSURER LA PAIX DANS LE MONDE

— Travailler au désarmement en général.

— Maintenir l'indépendance de la Nation Française.

## SI VOUS VOULEZ CHANGER LA VIE :

- **Renforcer la dignité, la justice, la liberté**

## SI VOUS VOULEZ

- **Eviter la ruine de l'économie française, la collectivisation de la nation et l'effondrement de la démocratie,**

# vous voterez Paul ALDUY

## et Jean-Jacques VILA

Licencié en Droit, Directeur Administratif

Maire de Port-Vendres, son suppléant

Imp. Sensevy s.a.r.l.